

LES ÉVÉNEMENTS DE PERPIGNAN OU LA FIN D'UN SYSTÈME GÉOPOLITIQUE LOCAL

[David Giband](#)

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2006/1 n° 120 | pages 177 à 189

ISSN 0338-487X

ISBN 270714780X

DOI 10.3917/her.120.0177

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2006-1-page-177.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les événements de Perpignan ou la fin d'un système géopolitique local

*David Giband**

Les violences urbaines de mai 2005 à Perpignan ont cruellement mis en lumière la concentration des problèmes socio-économiques et « communautaires » dans le centre de la cité catalane ; tout autant qu'elles témoignent de l'effondrement d'un système géopolitique localisé, le système mis en place par le prédécesseur et père de l'actuel maire de Perpignan Jean-Paul Alduy. Le quartier Saint-Jacques, épice centre des événements et lieu de sédentarisation des populations gitanes depuis le XV^e siècle, cumule les handicaps de tous ordres. Pivotal historique de la carte électorale de la droite municipale, le quartier est depuis plusieurs années au cœur de vastes mouvements de restructuration. Ceux-ci s'expriment simultanément dans le champ ethnique (progression de la population maghrébine), social (déliquescence des structures claniques gitanes traditionnelles), urbanistique (programme de renouvellement urbain d'un quartier insalubre) et aussi politique. En effet, symbole d'une forme de pouvoir politique local, le quartier aiguisé, depuis les élections municipales de 1993, les appétits de la gauche départementale¹, qui entend investir ce bastion aux mains de la droite depuis plus de cinquante ans.

L'embrasement soudain des quartiers gitans et maghrébins du centre de Perpignan marque l'effondrement brutal du système géopolitique de la droite perpignanaise mis en place lors des mandats successifs de Paul Alduy (1959-1993)²,

* Université de Perpignan, UMR 5045.

1. Nous la qualifierons ici de « gauche bourquiniste » par référence à son « patron », Christian Bourquin, président du conseil général, proche de Georges Frêche et premier vice-président de la région.

2. Passé de la SFIO au RPR.

puis partiellement rénové par son fils J.-P. Alduy (élu depuis 1993)³. La puissance du système Alduy a longtemps reposé sur un système géopolitique spécifique : celui du clientélisme municipal, fondé sur le contrôle des positions de pouvoir local et un encadrement fort de la population selon un registre « ethnique » en faveur de deux groupes clairement identifiés à des territoires urbains : Gitans (Saint-Jacques, centre-ville) et Pieds-Noirs (Moulin à Vent, sud de la ville). Prônant la « continuité dans le changement », J.-P. Alduy modernise dès 1993 ce système dont il hérite, et rénove la vision parcellaire de la population qui avait électoralement réussi à son père, tout en systématisant à l'échelle de la ville un quadrillage des quartiers selon un modèle d'action politique rénovée. S'inspirant de la méthode de G. Frêche à Montpellier, à l'approche clientéliste il substitue une dimension communautariste fondée sur l'appartenance religieuse. Ce qui n'exclut pas la survivance de pratiques clientélistes ponctuelles, électoralement payantes. Cependant, le passage à gauche du conseil général en 1998, les évolutions sociales en creux du quartier gitan (paupérisation de Saint-Jacques, déliquescence de l'autorité des chefs de clans gitans), le glissement à gauche d'une partie de l'électorat gitan en 2004 portent de sérieux coups de boutoir à un système géopolitique « rénové » incapable de contrôler son territoire.

Au lendemain des émeutes, les élites municipales paraissent incapables de substituer au système en place une stratégie de rechange, alors que se profile dans ces quartiers le spectre de l'intégrisme religieux, dans un département où le Front national, avec 30 % des voix, se positionne pour récupérer influence et vote.

Retour sur des événements dramatiques : dénonciation du clientélisme et misère sociale

Le 22 mai 2005 à midi, alors que le marché populaire de la place Cassanyes bat son plein, Mohamed Bey Bachir, suite à une altercation, est poursuivi et battu à mort quelques rues plus loin par une vingtaine de jeunes Gitans. La semaine qui suit est émaillée d'incidents entre jeunes des deux groupes et forces de l'ordre. Le 29 mai, au lendemain des obsèques de M. Bey Bachir, un homme d'origine maghrébine, Driss Ghaïb, est abattu sans raison apparente par des inconnus devant son domicile. Ce fait divers sanglant marque le début de plusieurs journées d'émeutes où les jeunes Maghrébins du quartier, rejoints par ceux des cités d'habitat social du nord de la ville, investissent et saccagent le centre-ville⁴. Les jours qui suivent

3. Dont le premier mandat coalisait une équipe apolitique ; le deuxième fut conduit sous la bannière de l'UDF et le dernier sous celle de l'UMP, dont il est le responsable départemental.

4. 80 commerces saccagés, 50 voitures incendiées, 15 blessés.

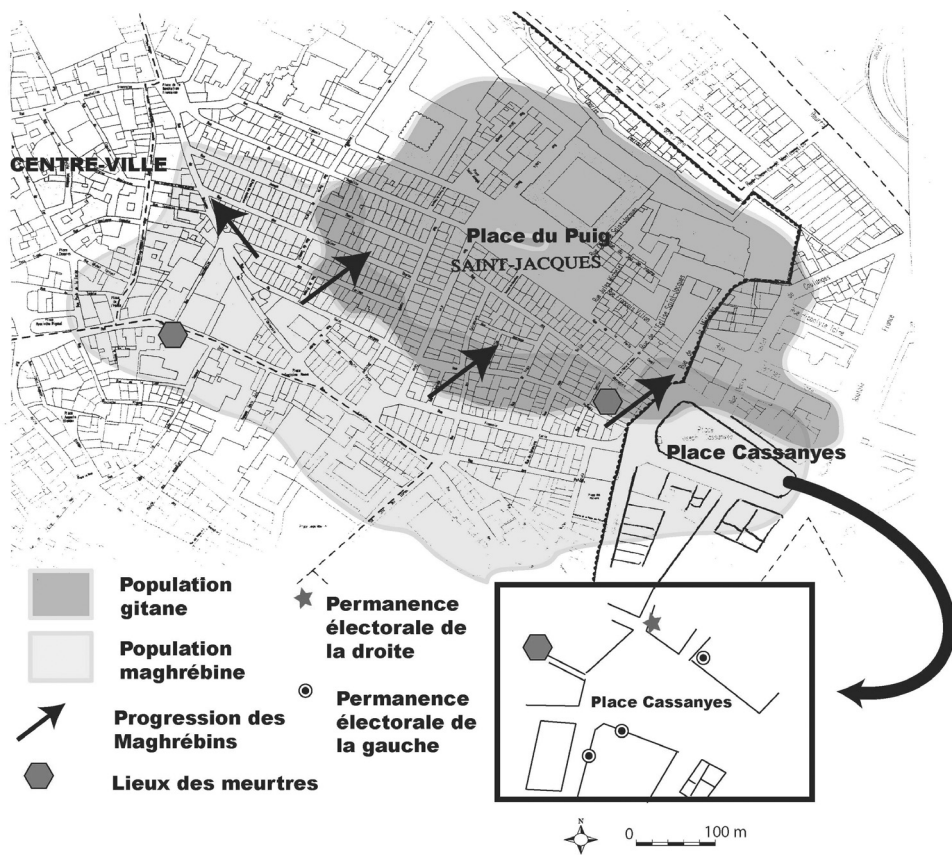
servent d'exutoire aux violences et rancœurs, particulièrement de la part de jeunes Maghrébins qui expriment un sentiment d'injustice face au clientélisme supposé de la mairie en faveur des Gitans⁵.

Plusieurs causes peuvent être évoquées pour expliquer un tel phénomène. La géographie des lieux intervient comme un facteur explicatif de premier plan. Les deux assassinats se localisent à proximité immédiate de la place Cassanyes, zone tampon entre populations gitane et maghrébine. Elle partage le quartier selon une limite bas/haut ; le haut de la colline est occupé par les Gitans et le bas par les Maghrébins (voir carte). La place Cassanyes accueille quotidiennement un marché populaire où se côtoient et échangent des populations d'origine diverse : Gitans, Maghrébins, Africains, « Français de souche ». Dans le quartier Saint-Jacques, réduit géographique de la misère locale, se concentrent pauvreté (83 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté), chômage (25 % pour les deux groupes) ainsi que promiscuité et insalubrité. Le partage du territoire pour les logements et les commerces relève d'une « cohabitation structurée » (J.-C. Olive, *Le Monde*, 11 juin 2005). Sédentarisés dans les Pyrénées-Orientales depuis le xv^e siècle, les Gitans investissent en nombre le quartier à partir de 1940, cherchant à échapper au camp de Rivesaltes, antichambre des camps d'extermination. Près de 4 000 Gitans peuplent les rues autour de la place du Puig, sommet géographique de Saint-Jacques et cœur du quartier gitan. À partir des élections municipales de 1959, ils apportent un soutien électoral sans faille à P. Alduy qui, en échange d'une paix sociale, multiplie les pratiques clientélistes pour une population maintenue sur place par un système d'assistanat, décrit localement sous l'appellation : primes frigos, primes scooters, etc. Avec la crise économique des années 1980 et 1990, ce quartier de l'assistanat politique s'enferme dans la marginalité sociale et l'isolement géographique. Le taux de chômage atteint des records chez les Gitans (92 % en 1993), de même que le taux de VIH pour les 25-45 ans (8 % en 1997⁶). 60 % des adultes de moins de 50 ans sont illettrés dans un quartier où les services de la Ville recensent en 2004 près de 2 000 logements insalubres.

5. Suite à plusieurs plaintes recueillies à son bureau local concernant la ségrégation municipale à l'embauche et au logement (HLM) affectant les Maghrébins, la section perpignanaise de la Ligue des droits de l'homme a saisi au printemps 2005 le préfet des Pyrénées-Orientales au titre de la CODAC/CODEC (instance de lutte contre la ségrégation). Faute de témoins devant cette commission, le préfet a conclu à l'absence de discrimination dans les Pyrénées-Orientales en matière d'accès au logement social et à l'embauche.

6. Données comparables à celles du Cameroun la même année.

LA PLACE CASSANYES,
ZONE TAMPON ENTRE POPULATIONS GITANE ET MAGHRÉBINE



Hérodote, n° 120, La Découverte, 1^{er} trimestre 2006.

Les Maghrébins arrivent peu après les Gitans. Aux Algériens des années 1948-1950, succèdent les vagues de Marocains des années 1980 et 1990. À leur tour, ils investissent les logements insalubres du bas du quartier et rejettent progressivement les Gitans vers les rues du haut de Saint-Jacques ; ce qui n'exclut pas une relative mixité à l'échelle des pâtés de maisons ou à l'intérieur des immeubles. Après deux décennies de cohabitation, les années 1990 inaugurent une période de séparatisme résidentiel marqué et de forte croissance numérique des Maghrébins (près de 10 000), aggravée par la stricte partition du trafic de stupéfiants : drogues dures pour les Gitans, cannabis pour les Maghrébins. Dans un contexte immobilier tendu (absence de logements sociaux, vétusté et insalubrité du parc locatif, pénurie de logements à vendre), la progression démographique et géographique des Maghrébins suscite l'inquiétude chez les Gitans ; alors que les stratégies politiques de la droite et de la gauche, se disputant, aux lendemains des élections de 1998, les faveurs de l'électorat gitan, alimentent le mythe du Gitan « enfant roi » de la classe politique locale.

La représentation des émeutes : nécessaire communautarisation et indispensable clientélisme

L'approche, certes nécessaire, par le champ du social ne suffit pas ici à appréhender dans leur complexité les processus de dysfonctionnements qui ont participé à l'embrasement du centre de Perpignan. Bien au contraire, se limiter à une telle approche paraît réducteur et politiquement simpliste. Cela tend à accréditer l'hypothèse « communautariste » portée par certains élus locaux de droite et d'extrême droite, pour lesquels les événements reflètent un conflit, somme toute banal, entre communautés dans un îlot de non-droit, comme ce fut le cas ailleurs (Strasbourg, Vaulx-en-Velin). Pour la droite, il s'agit à la fois d'invalider les accusations de clientélisme et de légitimer une action politique centrée sur une vision communautariste de l'équipe municipale. De même, majorer les effets des pratiques clientélistes revient à caricaturer une situation géopolitique plus complexe qu'il n'y paraît, et tend à alimenter le discours volontairement polémiste de la gauche départementale. Ces représentations ne sont évidemment pas innocentes. Elles participent à droite comme à gauche de tentatives pour conserver ou prendre le contrôle du pouvoir dans un quartier dont le rôle politique et électoral procède du symbole politique plus que du poids électoral. Mais un symbole dont les retombées politiques paraissent décisives. À gauche, la critique politique du système Alduy tend à valider l'image d'une gauche nouvellement tolérante, jusque-là accusée de tourner le dos aux populations immigrées en jouant la seule carte de la catalinité et de la ruralité. À droite, les enjeux s'expriment en termes de projet

politique municipal et personnel. Pour le maire, porteur d'un ambitieux projet de renouvellement urbain, ces émeutes nuisent à un bilan urbanistique voulu exemplaire et à un destin de « ministrable » pour ce proche de Jean-Louis Borloo et de Nicolas Sarkozy, pressenti la veille des événements pour intégrer le gouvernement Villepin.

Dans ce cadre politiquement contraint, si les facteurs socio-économiques jouent un rôle à l'évidence prépondérant, l'effondrement du système Alduy et le délitement des formes de contrôle politique du territoire urbain qui lui sont associées jouent à plein dans l'explosion soudaine du quartier.

Les fondements d'un système géopolitique ancien : contrôle du pouvoir et encadrement d'une population ethnique

Mis en place à la fin des années 1950, le système Alduy repose sur des pratiques clientélistes selon un double registre ethnique et territorial, fondé sur le contrôle du vote gitan à Saint-Jacques et du vote pied-noir au Moulin à Vent (sud de la ville). L'encadrement fort et parcellaire de ces populations autorise le contrôle de positions de pouvoir dans ces deux quartiers clés de la carte électorale. Ceci se révèle particulièrement prégnant pour le quartier gitan, dont le vote peut faire basculer le canton de Saint-Jacques (couvrant une partie du centre-ville) et par ricochet le conseil général. À l'identique, la population pied-noir, installée depuis 1964 dans le quartier d'habitat moderne du sud de la ville (11 000 habitants), pèse lourdement dans la balance électorale. Ce système fonctionne comme un système géopolitique parcellaire sur un plan territorial et ethnique ; il n'a pas vocation à se développer à l'échelle de la ville. Il repose sur une mobilisation structurée du vote gitan, qui repose sur le fonctionnement clanique de la société gitane. Les chefs de famille ou « tios⁷ » servent de relais au maire, usant de leur autorité patriarcale dans la mobilisation du vote utile des Gitans. En retour, ils redistribuent les faveurs et les subsides de la mairie. Alors qu'à la fin des années 1950 le vote gitan est pratiquement inexistant, dès les années 1970 il passe à 80 %. La disparition des métiers traditionnels (récupération des métaux, vannerie, rempaillage des chaises) rend leur situation de plus en plus précaire. La fragilisation sociale de cette population facilite le contrôle du vote gitan par le maire et par J. Ferran⁸, ancien patron du conseil général et de la chambre de commerce et d'industrie, qui le monnayait en allocations, en logements sociaux, en recrutement d'employés de mairie. L'inféo-

7. Il s'agit des chefs de grandes familles comme les Baptiste, les Cargal, les Gimenez.

8. J. Ferran a été condamné en 1995 pour le détournement de 500 000 francs des recettes de l'aéroport de la ville.

dation des chefs de famille autorise la constitution de bataillons électoraux et de colleurs d'affiches, sources de nombreuses dérives (votes par procuration, menaces faites aux adversaires politiques). À ces dérives clientélistes se surimpose l'institutionnalisation d'une politique de ghetto, c'est-à-dire un ensemble de choix politiques d'entretien de la misère et de la précarité. Le système Alduy fonctionne donc comme un système géopolitique fermé : l'absence de maillage du système à l'ensemble de la ville et son refus de s'ouvrir à d'autres populations minorent sa capacité d'évolution et de rénovation.

Au début des années 1990, ce système connaît ses premiers dysfonctionnements. À Saint-Jacques la rapide diffusion de la drogue (héroïne) décime les jeunes Gitans et sape durablement l'autorité des « tios ». Ces derniers se révèlent incapables de s'opposer aux trafics de stupéfiants et ne contrôlent plus le vote d'une partie de la population : les jeunes couples, séduits par le discours social de la gauche. L'installation, pour les municipales de 1993, d'une permanence électorale de la gauche place Cassanyes témoigne des ambitions nouvelles du PS et du PC d'investir un quartier où le contrôle Alduy tend à s'effriter.

La rénovation avortée du système : communautarisation et implication du fait religieux

Prônant le changement dans la continuité, J.-P. Alduy, élu en 1993 à la mairie, modernise la vision parcellaire de la population qui avait réussi à son père. J.-P. Alduy entend faire succéder au système clientéliste dont il hérite un système rénové, fondé sur un découpage des populations à dominante religieuse et à l'assise géographique élargie. Partant du principe que les « communautés » qui participent à la diversité sociale et culturelle de la ville se structurent en fonction de leur appartenance religieuse (musulmane pour les Maghrébins, juive et catholique pour les pieds-noirs, protestante [évangéliste] pour les Gitans), le nouveau maire utilise la religion et les représentants religieux (imams, pasteurs et rabbins) comme un ciment de la paix sociale autant que comme de nouveaux relais de pouvoir local. Suivant un savant dosage, il intègre les représentants religieux dans l'exécutif municipal. Il accorde également aux multiples identités qui coexistent à Perpignan une reconnaissance officielle et crée un espace d'expression pour ces dernières au titre de « Perpignan la fraternelle ». Ainsi, les régionalistes catalanistes de l'Unitat Catalana (parti minoritaire, moins de 5 % des voix aux municipales de 2001) obtiennent une place dans l'exécutif municipal. Il accède à de nombreuses revendications catalanistes, comme l'inscription des noms de rue en catalan, suscitant la vigoureuse opposition du préfet (B. Bonnet). Cette vision élargie de la population aux diverses « communautés » religieuses et identitaires se double d'un

maillage des quartiers par le biais des mairies annexes et des commissaires de quartier, relais de l'autorité du maire. Cette vision communautariste par le prisme religieux entend marquer une rupture symbolique avec l'approche clientéliste précédente, fondée sur deux populations ethniques territorialisées. Cependant, cette vision d'une « ville archipel de religions » ne s'abstrait pas pour autant d'un découpage territorial, associant commissaires de quartier et communautarisation religieuse. Cette approche reste très politique dans le sens où la nomination des représentants religieux et des commissaires de quartier dépend directement du bureau du maire. Décalque de ce que G. Frêche (adversaire politique du maire à la région) a initié à Montpellier, l'alibi de la représentativité religieuse est l'occasion de dessiner un système géopolitique postclientéliste, plus ouvert que le précédent. J.-P. Alduy remplace les « tios », au pouvoir affaibli et à la représentativité restreinte, par les commissaires de quartier, c'est-à-dire par une forme de contrôle politique local à l'ancrage urbain élargi et à la dimension institutionnalisée.

Le choix d'une segmentation des populations en communautés religieuses repose sur une analyse simpliste de l'organisation socioculturelle de la ville, vaguement inspirée de l'ouvrage de J. Viard, *La Société d'archipel ou les territoires du village global* [1998]. Le maire part du constat de l'« extrême nécessité de rapprocher les communautés » qui peuvent être unifiées par leur « dénominateur commun : un lieu d'échange entre toutes les religions » [Alduy et Otoala, 2004, p. 4]. Il s'agit de promouvoir l'idée d'une « société d'archipel que j'ai pu développer comme option d'aménagement de la cité – les quartiers sont des îles » [*ibid.*]. Le principe d'organisation politique qui en découle est celui d'un voisinage de communautés religieuses dont les représentants (imams, pasteurs ou rabbins) disposent d'une place légitime au sein de l'exécutif municipal. D'un point de vue organisationnel, cet élargissement de la vision des populations profite à quatre « communautés » : gitane, maghrébine, catalane et pied-noire. Elle induit une double mécanique en termes de contrôle des positions de pouvoir dans les quartiers. D'une part, elle se traduit par la représentation savamment dosée des représentants religieux dans l'exécutif municipal. D'autre part, elle se territorialise par la réactivation des commissaires de quartier, vieux modes d'organisation médiévale. Le maire confère aux imams et autres pasteurs un rôle inédit en France. Ce rôle véhicule une vision fragmentaire, faiblement républicaine, de la vie locale. De façon plus inquiétante, elle fait l'impasse sur toute forme de médiation politique en cas de conflits « intercommunautaires », en se référant systématiquement à la seule appartenance religieuse. Approche qui porte en soi de sérieux risques de dérives de type clanique ou de pouvoir tribal, plus difficilement contrôlables que le système clientéliste précédent. Comme l'a montré le sociologue M. Tarrus, les problèmes de voisinage et autres conflits de proximité entre groupes ont été, dès avant mai 2005, traités par la municipalité sous le seul angle d'une

communauté qui s'affronte à une autre. En mai 2005, « la réponse des Gitans et des Maghrébins a été immédiate. On les a mis en scène ? Ils ont rendu la monnaie de leur pièce. Ils ont fait communauté » (M. Tarrius, cité dans *Le Monde*, 10 juillet 2005).

Ce système rénové répond à deux ambitions politiques. Premièrement, J.-P. Alduy entend contrecarrer l'influence croissante du Front national en renvoyant l'image d'une ville fraternelle, sorte de laboratoire expérimental du « communautarisme religieux », instrument de paix sociale ; ce discours local est par ailleurs orchestré au niveau national par N. Sarkozy. Deuxièmement, ce système propose d'assurer et d'élargir le contrôle des positions de pouvoir hérité du système précédent en lui conférant une assise religieuse plutôt que clientéliste étroite, et en élargissant sa base territoriale à l'ensemble des quartiers de la ville, plutôt que de la restreindre à deux secteurs électoraux décisifs mais menacés par la gauche.

Cette vision communautaire, voire cette communautarisation, de la vie politique locale correspond à une structuration nouvelle du territoire politique municipal qui repose sur un contrôle politique institutionnalisé, et un encadrement non plus parcellaire mais sectoriel de la population. Mais il s'agit d'un système qui hérite des outils clientélistes de l'ancien sans s'en détacher complètement⁹ et qui porte en lui des risques graves de dérives, pour un contrôle, en fin de compte, très imparfait de son territoire. D'autant que la gauche départementale œuvre depuis les municipales de 1993 dans le sens d'une appropriation des communautés maghrébine et gitane. Ce qui joue un rôle non négligeable dans le brouillage du système Alduy rénové et perturbe l'équilibre géopolitique hérité de l'ancien système Alduy dans le quartier gitan.

La gauche à la conquête de Saint-Jacques : la mise en « géopolitique » de la place Cassanyes

Avec les élections municipales de 1993, la gauche investit le quartier Saint-Jacques en installant sur un lieu stratégique, la place Cassanyes, sa permanence électorale, faisant d'ailleurs face à celle de la droite. La localisation des diverses permanences électorales de la gauche, sur et à proximité de la place Cassanyes, répond à une double stratégie : récupérer l'électorat gitan et instrumentaliser la

9. Outre les rumeurs persistantes de primes scooters ou de primes climatiseurs, on observe le maintien de pratiques anciennes comme l'entretien très soigné accordé au quartier du Moulin à Vent en termes d'espaces publics, d'espaces verts (il s'agit pourtant d'un quartier de copropriétés) dans une ville dans son ensemble sale et aux nombreux quartiers centraux délabrés.

place comme un espace géostratégique dans l'optique de la préparation des régionales de 2004 et des municipales de 2008.

Les bénéfices électoraux tardant à venir, la gauche, aux cantonales de 1998, utilise l'arme sociale. Les élus de la gauche départementale multiplient les incursions dans le quartier, promettant la redistribution des aides sociales comme le RMI. Si ces promesses ne permettent pas à la gauche d'obtenir la majorité auprès de l'électorat gitan, elles contribuent à saper l'autorité alduyste et facilitent le passage du conseil général à gauche en 1998. Dès la campagne des cantonales de 1998, le quartier, et plus particulièrement la place Cassanyes, font l'objet d'une mise en « géopolitique » de la part de la gauche départementale à travers la mise en scène de l'installation d'une permanence électorale. Initiée avec les élections de 1998, puis affinée avec celles de 2001 et 2004, la mise en géopolitique de la place Cassanyes consiste à transformer cet espace hautement symbolique en un lieu d'affrontement géopolitique droite/gauche, Gitans/Maghrébins. La gauche départementale serait investie d'une mission : répondre à la toute-puissance de la droite favorisant la population gitane. L'affrontement géopolitique est scénarisé de façon grossière : la localisation de la permanence électorale sur la place côté Maghrébins est riche de sous-entendus. Elle sous-tend l'idée que la gauche investit le quartier afin de défendre les intérêts territoriaux et politiques d'une population historiquement négligée : les Maghrébins. Alors que la localisation de la permanence de la droite, plutôt côté gitan, illustrerait l'ancrage clientéliste et l'héritage des pratiques du système Alduy. À l'inverse de la droite, la gauche jouerait la carte électorale maghrébine et se positionnerait ouvertement en faveur d'une ville plurielle, réponse au thème de « Perpignan, ville fraternelle » défendu par l'équipe de J.-P. Alduy. Cette mise en géopolitique de la place et du quartier alimente discours et représentations de la gauche départementale (Verts, PC et PS). On associe dans les discours les représentations nationales de la gauche plurielle à l'imagerie de type pluriethnique du quartier. À ce titre, l'intervention de M. Bouthi (porte-parole national du PS), dénonçant aux lendemains des émeutes le clientélisme gitan de J.-P. Alduy, n'est pas neutre et se situe dans le prolongement de cette stratégie de rattachement national et de récupération de l'électorat maghrébin. Les discours de la gauche fustigent le clientélisme du système Alduy, ce qui n'exclut pas que les élus de la gauche départementale, lors de visites dans le quartier gitan, multiplient les promesses d'aides sociales. Aux lendemains des émeutes, une famille de Gitans reconnaissait dans un article de l'hebdomadaire *Le Point* : « Avant les élections cantonales (de 2004), le candidat socialiste est passé à la maison. Il nous a promis du travail, un logement. En échange on a tous voté pour lui. Il a gagné. Mais ensuite impossible de décrocher un rendez-vous. Il n'était jamais là » (*Le Point*, 9 juin 2005, p. 72). Les représentants de la gauche départementale donnent, à l'évidence, un contenu géopolitique à l'organisation de

l'aide sociale municipale dans le quartier comme aux intentions des diverses opérations d'urbanisme. Lors de la campagne des municipales de 2001, le quartier et ses présupposés géopolitiques cristallisent les discours de la gauche, du PC aux Verts. Elle continue à dénoncer, sans en apporter la preuve, la permanence de primes scooters accordées aux Gitans, alors que la municipalité s'est lancée dans un maillage communautariste et religieux de la cité ; le quartier gitan jouant aux yeux de J.-P. Alduy un rôle moins stratégique. La rénovation urbaine du quartier est dénoncée de façon paradoxale tantôt sous la forme d'un assistanat pour les Gitans à des fins électorales, tantôt comme une dérive livrant le quartier aux promoteurs immobiliers.

Cette mise en géopolitique se veut vertueuse. Elle entend éradiquer le favoritisme gitan et faciliter un juste retour des choses. En s'attaquant à la place Cassanyes, la gauche développe une nouvelle image : celle d'une gauche plurielle (rattachée à la dynamique du gouvernement Jospin), tolérante, et cherche ainsi à gommer l'image persistante d'une gauche départementale désuète, ancrée dans la défense de la catalanité et de la ruralité. Pour la droite, la réactivation de sa permanence électorale en 1998 sur la place Cassanyes est l'occasion de valoriser une nouvelle politique communautariste. Jusqu'à récemment, la place servait de support à une communication abondante sur le thème de Perpignan ville fraternelle. Les émeutes de 2005 ont mis un coup d'arrêt à cette imagerie de fraternité territorialisée, tout comme elles ont rendu moins visibles les manœuvres territoriales des uns et des autres.

Elle articule également la nouvelle stratégie électorale de la gauche, préparant le terrain pour les municipales de 2008. Les émeutes de mai 2005 fournissent un support communicationnel inespéré à la stratégie de la gauche au moment où C. Bourquin, patron du conseil général, décide de se lancer dans la course aux municipales à Perpignan. Volontairement polémiste, le discours des élus « bourquinistes » au moment des émeutes, abondamment relayé par les médias nationaux, reprend un argumentaire géopolitique bien rodé : clientélisme, favoritisme, partage communautaire inégalitaire entre groupes... La diffusion de reportages télévisés ainsi que la couverture de certains magazines nationaux et locaux¹⁰, représentant C. Bourquin au cœur de la ville (sur les quais de la Basse en centre-ville, aux côtés des pompiers dans les ruelles du quartier gitan), témoigne d'une stratégie électorale nouvellement urbaine.

10. *L'Express* ainsi que l'hebdomadaire régional *La Semaine du Roussillon* ont consacré des dossiers à l'action bourquiniste ; les documents photographiques le représentent au cœur de la ville alors que traditionnellement la communication du président du conseil général se centre sur les espaces ruraux, cœur de la catalanité des Pyrénées-Orientales.

Dans leur localisation successive (voir carte), les différentes permanences électorales de la gauche montrent un glissement géographique progressif qui s'opère du côté maghrébin vers le côté gitan. À l'occasion du référendum de 2004, la permanence glisse vers le côté gitan. Ce changement géographique peut être interprété d'une part comme un accompagnement de la progression des commerces et logements maghrébins vers le haut de la place, mais aussi comme un signal à destination des Gitans. Quoi qu'il en soit, il fonctionne dans le registre symbolique comme l'annonce de la fin d'une forme de pouvoir partiellement rénové et de contrôle visiblement incomplet de la population par le système de J.-P. Alduy.

À qui profite le crime ? Vision postcoloniale et Front national

Au-delà du caractère provocateur, la question (à qui profite le crime ?) mérite d'être posée en termes géopolitiques. Deux types d'acteurs semblent tirer un bénéfice immédiat des émeutes : les groupes radicaux musulmans et le Front national.

Au lendemain du premier meurtre, un groupe, prônant la mobilisation du vote maghrébin et la lutte contre les Gitans, a surgi. Visiblement instrumentalisé, ce groupe nouvellement arrivé dans le microcosme politique local, qualifié de « Collectif RésistanceS », associe des activistes de l'extrême gauche à des militants religieux. Au travers de slogans comme « Gitans, forces de l'ordre, même combat ¹¹ », ce groupe prône une vision postcoloniale de la vie politique locale en stigmatisant à outrance le clientélisme gitan et le déni de justice pour les Maghrébins, resitué dans la « politique postcoloniale de la France ». Il entretient également la peur et la radicalisation des positions chez les Maghrébins en colportant des rumeurs infondées : des Maghrébins « agressés par des Gitans en mission », des « femmes qui auraient été poignardées » (*ibid.*). Au terme d'un tableau apocalyptique pour les « minorités musulmanes », ce groupe appelle à une mobilisation prochaine du vote maghrébin (sans en préciser la teneur ou les intentions) et a organisé une marche au départ de... la place Cassanyes. La dimension géopolitique de cette place populaire et bigarrée semble donc vouloir perdurer au-delà de la rivalité droite/gauche.

De son côté, le Front national se réjouit ouvertement d'une situation de crise aiguë qui alimente un discours xénophobe articulé sur le trop-plein d'immigrés et l'effondrement moral et politique de la classe politique locale. Nul doute qu'aux

11. Courriel du 6 juin 2005 diffusé aux universitaires, journalistes et personnalités du département.

prochaines élections municipales les responsables frontistes sauront en tirer un bénéfice politique.

En revanche, gauche et droite y perdent crédibilité et électorat. Une erreur grossière tendrait à accuser la droite (par la mise en place d'un système de type communautariste) mais aussi la gauche (qui a volontairement brouillé la situation locale à Saint-Jacques) d'être les grands responsables des émeutes. Ce serait prêter le flanc aux arguments extrémistes de tous bords. Il reste cependant acquis que l'effondrement du système Alduy, et donc l'échec à rénover un système clientéliste ancien qui tenait le quartier gitan, comme l'absence de stratégie de rechange à gauche participent d'un état global de délitement des structures organisationnelles de ce quartier sensible sur le plan social, économique et politique.

Bibliographie

- ALDUY J.-P. et OTAOLA J., *Laïcité, spiritualités dans la cité*, Ville de Perpignan, 2004.
 CHEMIN A., « Perpignan, un brasier mal éteint », *Le Monde*, 10 juin 2005.
 GAUDRON A. et LEBLON M., « Perpignan : un pays “de sauvages et de voyous” ? », *Hommes & Libertés*, n° 131, 2005, p. 14-15.
 GIBAND D., LEFEVRE M.-A. et LACQUEMENT G., « Géopolitique du Languedoc-Roussillon », in GIBLIN B. (dir.), *Nouvelle Géopolitique des régions françaises*, Fayard, Paris, 2005.
 MOLÉNAT J., *Le Marigot des pouvoirs. Systèmes, réseaux, communautés, notables et francs-maçons en Languedoc-Roussillon*, Climats, Montpellier, 2004.
 TARRIUS M., *Fin de siècle incertaine à Perpignan*, Trabucaire, Perpignan, 1999.
 VIARD J., *La Société d'archipel ou les territoires du village global*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1998.